

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2011

Version définitive

FEVRIER 2013

Directeur Général, Directeur de publication
Babakar FALL

Directeur Général Adjoint	Mamadou Falou MBENGUE
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mamadou Alhousseynou SARR
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Cheikh Tidiane NDIAYE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines	Dame DIA
Agent Comptable Particulier (ACP)	El Hadji Amadou DIOP YAGUE
Chef par intérim de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation , de Coordination Statistique et de Coopération Internationale	Mam Siga NDIAYE

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Hamidou BA, Mamadou BAH, Baba NDIAYE,
Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Hamidou BA
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouh DIOUF
2. MIGRATION INTERNATIONALE	Madon AWISSI & Awa CISSOKO
3. EDUCATION	Samba NDIAYE & Adjibou Oppa BARRY
4. EMPLOI	Nalar K. Serge MANEL & Jean Rodrigue MALOU
5. SANTE	Abdou GUEYE & Atoumane FALL
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOM
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Samba NDIAYE & Momath Cisse
9. AGRICULTURE	Fodé DIEME
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
11. ELEVAGE	Modou Ndour FAYE
12. PECHE MARITIME	Astou DAKONO
13. TRANSPORT	Idrissa DIAGNE
14. TOURISME	Adama SECK
15. BTP	Fahd NDIAYE
16. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Maxime NAGNONHOU
17. INSTITUTIONS FINANCIERES	Mody DIOP
18. COMMERCE EXTERIEUR	Daouda BALLE
19. COMPTES ECONOMIQUES	Ngalgou KANE
20. PRIX A LA CONSOMMATION	Baba NDIAYE
21. FINANCES PUBLIQUES	Madiaw DIBO

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rue de Diourbel X Rue de St-Louis - Point E - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

A la suite de la crise économique et financière internationale survenue en 2008 et 2009, l'activité économique mondiale a enregistré un rebond en 2010. Toutefois, il a été de courte durée. En effet, divers événements, survenus en 2011, ont contrarié ce regain d'activité. Il s'agit principalement de la crise de la dette souveraine dans la zone euro, des catastrophes naturelles en Asie, des troubles socio-politiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et de la sécheresse en Afrique subsaharienne. Aussi, le Produit Intérieur Brut (PIB) mondial s'est-il accru de 3,9% en 2011, en termes réels, après s'être établi à 5,3% en 2010, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI)⁶⁷. Cette décélération de l'activité économique a été plus marquée au niveau des pays avancés où la croissance économique a reculé de moitié (1,6% en 2011, après 3,2% en 2010).

En dépit de la morosité du contexte international, la croissance économique est restée vigoureuse en Afrique subsaharienne avec un niveau supérieur à 5%. Cette partie du continent africain a bénéficié de la croissance relativement soutenue des économies émergentes, comme la Chine et l'Inde, qui s'imposent progressivement comme des partenaires incontournables pour les échanges et l'investissement⁶⁸.

⁶⁷ FMI, Perspectives de l'économie mondiale en 2012, mise à jour de juillet 2012.

⁶⁸ Cf. Banque Africaine de Développement (BAfD), Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), Perspectives économiques en Afrique, Edition 2012.

Au plan national, l'année 2011 a été marquée par de mauvaises conditions climatiques avec une pluviométrie mal répartie dans le temps et dans l'espace, des pénuries dans la fourniture d'électricité ainsi que des tensions pré-électorales. Dans ce contexte, la croissance économique s'est sensiblement amoindrie en passant de 4,3% en 2010 à 2,1% en 2011.

Ce chapitre présente la situation économique de 2011, à travers l'analyse de l'évolution des indicateurs macroéconomiques ainsi que celle des ressources et des emplois du PIB.

XIX.1. INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 2,1% en 2011 contre 4,3% en 2010. Cette décélération de l'activité économique est essentiellement imputable au recul de la valeur ajoutée du secteur primaire, en particulier celle du sous-secteur agricole qui s'est contractée de 27,8% en 2011 en volume. En revanche, la valeur ajoutée non agricole a légèrement augmenté en 2011 (4,6%, après 4,4% en 2010).

L'année 2011 a été également marquée par une augmentation soutenue des prix qui s'est traduite par une progression de 3,9% du déflateur du PIB. Dans ce contexte, le PIB nominal s'est établi à 6 767 milliards FCFA en 2011, après 6 382 milliards FCFA en 2010, soit un relèvement de 6,0% (cf. tableau 19.1 de l'annexe).

La consommation finale en valeur (5,9%) a quasiment progressé au même rythme que le PIB nominal. Par conséquent, le taux d'épargne intérieure a été relativement stable en s'établissant à 7,3% en 2011, après 7,2% l'année précédente.

Par ailleurs, le taux d'investissement, approché par la formation brute de capital fixe (FBCF), s'est sensiblement accru en 2011 en se situant à 23,8% contre 22,4% en 2010 sous l'effet du dynamisme des investissements public et privé.

Les échanges extérieurs de biens et services (en valeur) ont été caractérisés en 2011, par un accroissement plus soutenu des importations (14,5%) que des exportations (9,0%). Ces évolutions ont entraîné une détérioration du solde extérieur des biens et services avec un déficit de 1 214,5 milliards FCFA en 2011, après 985,1 milliards FCFA en 2010. Le déficit extérieur courant, hors transferts officiels, rapporté au PIB est ressorti à 8,0% en 2011 contre 5,1% un an auparavant, dépassant ainsi le seuil de 5,0% fixé dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA.

XIX.2. EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DU PIB

XIX.2.1. EVOLUTION DES RESSOURCES DU PIB⁶⁹

L'année 2011 a été marquée par les **contreperformances du secteur primaire**⁷⁰ dont la valeur ajoutée a chuté de 12,8% en volume (cf. graphique 19.1), sous l'effet des mauvais résultats enregistrés au niveau du sous-secteur agricole. En effet, la valeur ajoutée de l'agriculture a régressé de 27,8% en 2011, en termes réels. Ce recul s'explique par la baisse des superficies emblavées et le mauvais hivernage enregistré. A cet égard, d'importantes diminutions des récoltes ont été enregistrées, durant l'année 2011, aussi bien pour les produits destinés à l'industrie et à l'exportation que pour les produits vivriers. Au total, le sous-secteur agricole a contribué négativement à la croissance économique (-2,3 points).

Toutefois, ces contreperformances ont été atténuées par le maintien du dynamisme des activités extractives. Le raffermissement des activités extractives s'explique essentiellement par l'augmentation de la quantité de phosphate produite (27,1%). Par ailleurs, les productions de sel et de sable se sont respectivement accrues de 9,0% et 7,6% en volume. En revanche, la production d'or est restée quasiment stable en volume.

Par ailleurs, le sous-secteur de la pêche s'est revigoré en 2011 avec un accroissement de 3,8% de sa valeur ajoutée en termes réels (après 2,1% en 2010). Cette évolution est imputable à la hausse des débarquements en quantité de la pêche industrielle.

Les autres activités du secteur primaire (élevage et chasse, sylviculture et exploitation forestière) sont également restées dans une dynamique de croissance, en dépit d'une décélération par rapport à l'année 2010. Le ralentissement de l'activité d'élevage et chasse fait suite à celui de la production de volaille qui a enregistré un rythme de progression plus faible que celui de l'année 2010.

Globalement, la contribution du secteur primaire à la croissance a été de -2,0 points en 2011 contre 0,9 point en 2010 et son poids dans le PIB nominal a reculé (15,0% en 2011, après 17,2% en 2010).

Le secteur secondaire s'est consolidé en 2011 avec une progression de 6,4% de sa valeur ajoutée en volume, après 4,4% en 2010. Cette performance est principalement imputable à la vigueur des bâtiments et travaux publics (BTP), des industries alimentaires, de la fabrication de produits chimiques et du raffinage de pétrole.

⁶⁹ Cf. tableau 19.2 de l'annexe.

⁷⁰ y compris les *activités extractives*.

Les BTP ont été marqués par une augmentation de 14,9% de la valeur ajoutée de la branche *fabrication de verre, poterie et matériaux de construction* et un relèvement de 9,4% de celle de la *construction de bâtiments et d'ouvrages de génie-civil*. Ces résultats sont essentiellement liés au renforcement de la capacité de production **d'une des cimenteries du pays et à l'accroissement de la demande extérieure de ciment**. La contribution des BTP à la croissance économique s'est élevée à 0,6 point.

La progression de la valeur ajoutée des industries alimentaires (5,4% en volume) a été impulsée par celle de la *transformation et conservation de viande et poisson* (6,4%), des *produits alimentaires céréaliers* (16,0%), du *travail de grains, fabrication de produits amylacés et d'aliments pour animaux* (9,5%). Toutefois, elle a été amoindrie par les contreperformances de l'industrie sucrière et des huileries.

L'activité de fabrication de produits chimiques a bénéficié de l'expansion de la **production d'acide phosphorique** (9,6% en quantité) destinée notamment à satisfaire les commandes extérieures. Pour sa part, la production de produits pétroliers raffinés **s'est accrue de 18,5% en volume**.

Toutefois, le bon comportement des activités du secondaire a été atténué par les **difficultés dans la fourniture de l'électricité, notamment au cours du premier semestre de l'année 2011**. Ces difficultés ont été, en partie, causées par des dysfonctionnements dans l'approvisionnement en combustible. Le début de mise en œuvre du plan de relance et de restructuration du secteur de l'électricité (Plan TAKKAL) a permis d'améliorer la fourniture d'électricité au cours du second semestre de 2011. Sur l'ensemble de l'année, la valeur ajoutée de la branche *électricité, gaz et eau* s'est contractée de 2,0%.

Au total, la contribution du secteur secondaire à la croissance du PIB s'est établie à 1,2 point en 2011 (contre 0,8% en 2010) et son poids dans le PIB nominal s'est situé à 19,8% (après 19,0% en 2010).

Le dynamisme du secteur tertiaire **s'est maintenu en 2011 avec un taux de croissance de 4,1%, après 4,0% en 2010**.

La croissance du secteur tertiaire est essentiellement soutenue par celle des services financiers qui connaissent une certaine embellie depuis deux années (13,2% en 2011, après 8,8% en 2010). Les activités commerciales se sont également revigorées en 2011 avec une croissance de 3,6% contre 1,8% en 2010, en relation avec le relèvement des importations en volume.

En revanche, la croissance du secteur tertiaire a été affectée par le ralentissement des *postes et télécommunications* et, dans une moindre mesure, par celui des *services d'hébergement et de restauration*.

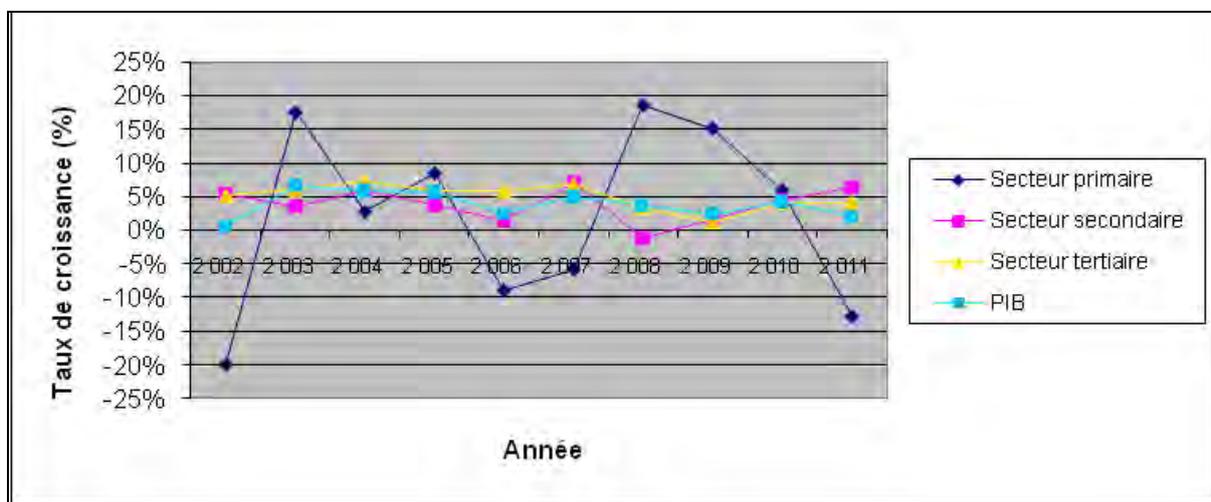
La valeur ajoutée réelle des *postes et télécommunications* s'est inscrite en hausse de **2,9% en 2011, après 7,5% l'année** antérieure. Cette décélération a résulté de la progression relativement faible de la production des principales sociétés de télécommunications (2,1% en valeur).

Quant aux *services d'hébergement et de restauration*, le ralentissement de leur valeur ajoutée en volume (2,9% en 2011 contre 6,8% en 2010) est en rapport avec **la baisse de l'activité touristique, sous l'effet des difficultés économiques des pays émetteurs, notamment ceux de l'Union Européenne**.

Compte tenu de son poids dans le PIB réel (environ 55%) et de son évolution, le secteur tertiaire est celui qui a le plus contribué à la croissance du PIB en 2011 avec un niveau de 2,2 points.

Les taxes nettes sur les biens et services se sont également rehaussées en volume (5,7% en 2011 contre 3,0% en 2010) à la faveur du bon niveau de recouvrement de la TVA intérieure et des droits de douanes.

Graphique 19.1 : Taux d'accroissement réel du PIB par secteur d'activité (en %)



Source : ANSD

Le niveau général des prix, approché par le déflateur du PIB, est ressorti en hausse de 3,9% en 2011, après 1,5% en 2010. Cette augmentation a résulté du renchérissement de la production de tous les secteurs.

Les prix de la valeur ajoutée du secteur primaire se sont rehaussés de 6,0% en 2011, tirés notamment par l'appréciation des prix des produits de la pêche, de l'extraction, ainsi que ceux de l'élevage et de la chasse. En revanche, cette hausse a été atténuée par la baisse des cours des produits agricoles, sous l'effet de la diminution des prix de la tomate et des autres légumes.

Les prix de la valeur ajoutée du secteur secondaire ont également progressé de 4,7% en 2011, sous l'impulsion de la hausse des prix des produits alimentaires transformés et des produits énergétiques. Le renchérissement des cours du baril de pétrole est à l'origine de l'évolution enregistrée pour les produits énergétiques.

La flambée des cours des produits pétroliers s'est également répercutée sur les prix des services de transport qui ont augmenté de 7,0%. A cela, s'ajoute l'appréciation des prix des services sociaux, en particulier ceux de l'éducation qui se sont accrus de 4,5%. Au total, les prix du secteur tertiaire se sont relevés de 3,3%, en dépit de la baisse de ceux des services de postes et télécommunications et, dans une moindre mesure, des services financiers.

XIX.2.2. EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB

Les emplois du PIB (en volume) ont été caractérisés par la vigueur des investissements avec une hausse de 7,6% de la FBCF publique et un accroissement de 12,5% de la FBCF privée durant l'année 2011.

Le dynamisme de l'investissement public est lié à la poursuite des travaux de construction de l'Aéroport International Blaise Diagne, ainsi que ceux de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio.

Les investissements privés se sont redressés en 2011, après les reculs enregistrés lors des deux années précédentes (-7,9% en 2009 et -0,5% en 2010). Cette évolution est en partie imputable à la vigueur constatée dans le secteur de la construction, ainsi qu'aux investissements réalisés dans le cadre de la relance de la flotte aérienne sénégalaise avec l'acquisition d'avions par *Senegal Airlines*.

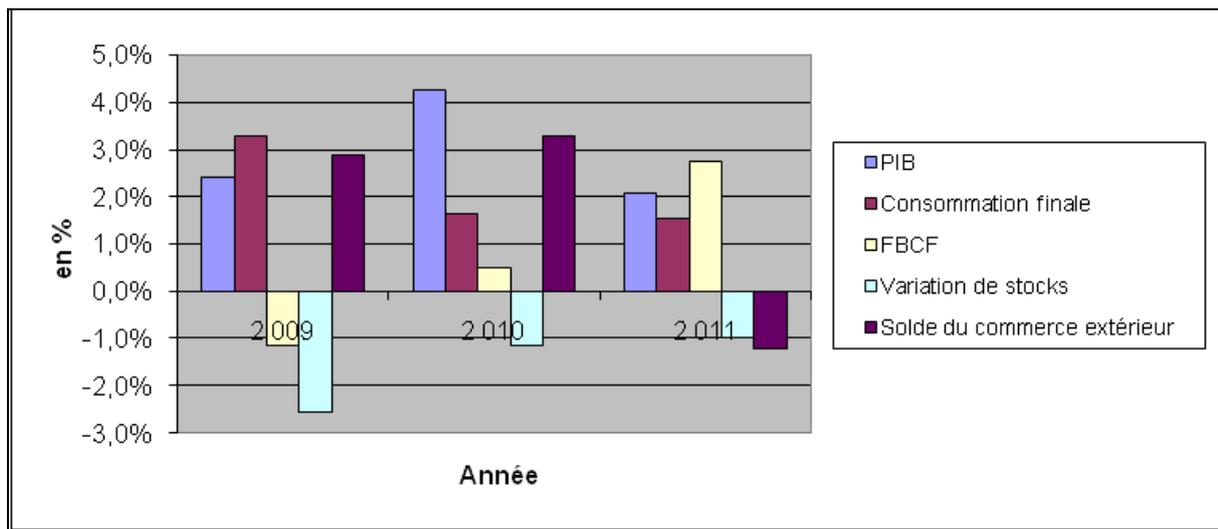
En revanche, l'accroissement de la consommation finale (CF) en volume a été modéré en 2011 (1,7%). Cette évolution a essentiellement résulté du ralentissement de la CF privée qui a progressé de 1,5% en 2011, tandis que la CF publique s'est accrue de 3,2%. L'évolution modérée de la CF privée est liée, en partie, à la diminution de la consommation de produits vivriers dont l'offre locale a sensiblement décliné en raison de la mauvaise campagne agricole 2010/2011. Sur la même période, la population a continué de croître à un rythme supérieur à 2,6%. En conséquence, la consommation finale des ménages par tête s'est repliée de 1,3% entre les années 2010 et 2011.

Au titre des échanges extérieurs, les importations en volume ont enregistré une reprise en 2011, après avoir décliné les deux années précédentes (7,3% en 2011 contre -3,9% en 2009 et -4,9% en 2010). Cette évolution est consécutive à l'accroissement des importations de produits alimentaires et de matériels de transports. En particulier, les importations de riz décortiqué se sont élevées à 804 707 tonnes en 2011 contre 650 221 tonnes en 2010, soit une hausse de 23,7%. En outre, les importations du sucre se sont établies à 139 506 tonnes en 2011, après 120 584 tonnes en 2010, soit une augmentation de 15,7%.

Les exportations de biens et services se sont également confortées en 2011 avec une progression de 4,8% en volume (après 6,5% en 2010). Cette hausse a été favorisée par le relèvement des exportations d'acide phosphorique (368 711 tonnes en 2011 contre 291 615 tonnes en 2010) qui sont essentiellement destinées à l'Inde. Les exportations de ciment se sont également consolidées en 2011 en s'établissant à 2 150 183 tonnes, après 1 789 493 tonnes en 2010, soit une progression de 20,2%. Le Mali reste le premier client du Sénégal pour ce produit, en dépit d'un quasi-doublement des ventes destinées à la Gambie et à la Mauritanie.

Globalement, le déficit extérieur des biens et services s'est accru de 14,7%, en termes réels, contribuant ainsi négativement à la croissance économique.

Graphique 19.2 : Contributions à la croissance du PIB en volume



Source : ANSD

Les prix des emplois du PIB ont été caractérisés par le renchérissement des produits utilisés en consommation finale ainsi que ceux faisant l'objet d'échanges avec l'extérieur (cf. tableau 19.3 de l'annexe).

Les prix de la consommation finale se sont accrus de 4,1% en 2011, en liaison avec la hausse de 4,6% des prix de la consommation finale marchande. L'augmentation de ces derniers a principalement résulté du renchérissement des produits de la pêche, des corps gras alimentaires et des autres produits alimentaires. En outre, les prix des produits pétroliers et de l'électricité, gaz et eau se sont fortement appréciés durant l'année 2011.

S'agissant des échanges extérieurs de biens et services, ils ont été marqués par le relèvement de 4,0% des prix des produits exportés et de 6,6% pour ceux des produits importés.

La hausse des prix des produits exportés est essentiellement expliquée par celle des crustacés et mollusques, de l'acide phosphorique, des produits pétroliers raffinés, de l'huile brute d'arachide et de l'or. En particulier, les cours mondiaux de l'or ont atteint des niveaux historiques en 2011, en rapport avec l'utilisation de ce métal comme valeur refuge durant les périodes de crise économique.

Le relèvement des prix des importations a été notamment causé par l'augmentation des cours des produits alimentaires, en particulier ceux du riz, du blé, des huiles végétales et des produits laitiers. Par ailleurs, les prix à l'importation du pétrole brut ont également enregistré une hausse considérable au cours de l'année 2011.

En revanche, l'augmentation des prix de la FBCF a été relativement modérée (1,4%). Leur progression a été contenue par le faible accroissement des prix de la construction.

Conclusion

L'année 2011 a été marquée par un ralentissement de la croissance économique sénégalaise qui s'est établie à 2,1% contre 4,3% l'année précédente. En dépit de la morosité du contexte international, cette décélération a davantage résulté de contraintes d'ordre interne. En effet, le rythme de progression de l'activité économique a été contrarié par la forte chute des activités agricoles qui ont contribué négativement à la croissance économique (-2,3 points). Cette situation reflète la forte dépendance de l'économie nationale en général, et de l'agriculture en particulier, par rapport à la situation pluviométrique. Aussi, est-il important, d'une part, de mettre en œuvre des politiques permettant une meilleure maîtrise de l'eau et, d'autre part, d'améliorer la diversification des activités génératrices de valeur ajoutée.